

L'Adresse—M. Clark

M. Clark: Permettez-moi de parler plus précisément du taux d'escompte, car les passages du discours du trône qui traitent de la ligne de conduite sur le taux d'escompte n'étaient guère réconfortants pour des centaines de milliers de Canadiens qui tentent de faire face aux hypothèques et aux frais découlant des emprunts qui ont atteint un niveau sans précédent. Je serais tenté de prendre le temps cet après-midi d'exposer l'hypocrisie du parti libéral sur cette question, mais je vais laisser les Canadiens juger chacune des déclarations des ministériels.

La politique en matière du taux d'escompte a changé de trois manières au Canada depuis le 18 février. Tout d'abord, les taux ont augmenté, plus vite en deux mois qu'au cours des neuf mois où nous avons été au pouvoir. Ensuite, notre gouvernement et notre ministre des Finances ont franchement et honnêtement reconnu qu'ils étaient les ultimes responsables de la politique monétaire, mais le gouvernement et le ministre des Finances actuels préfèrent se cacher derrière l'illusion des taux flottants; une fluctuation que le gouvernement refuse même de soumettre à l'examen du comité des Communes, une fluctuation sur laquelle il ne veut pas laisser interroger le gouverneur de la Banque du Canada qui, au comité parlementaire que nous avons formé, a dit douter de cette politique, une fluctuation qui n'est rien d'autre qu'une ruse pour faire retomber sur le gouverneur de la Banque du Canada la responsabilité du taux d'escompte qui est celle du gouvernement.

Des voix: C'est honteux!

M. Clark: Troisièmement, et c'est l'aspect le plus grave, alors que nous, nous avons proposé des mesures susceptibles d'amortir le contrecoup de la hausse inévitable des taux d'intérêt au Canada, le gouvernement est disposé à laisser tomber la grosse majorité des propriétaires de maisons, des agriculteurs et des petits commerçants pendant qu'Allan MacEachen chipote.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Nous avons proposé un vaste programme de crédit d'impôt sur l'intérêt hypothécaire et sur l'impôt foncier qui, même la première année, aurait maintenu à 12 p. 100 environ le coût de renouvellement d'une hypothèque moyenne aux taux d'intérêt actuels. Les libéraux et les députés de la nouvelle coalition—celle qu'ont essayé de former les députés qui sont assis à notre droite, les néo-démocrates—ont rejeté cette mesure. Au lieu de cela, d'après le discours du trône, le gouvernement se contente de promettre très vaguement d'offrir une certaine aide uniquement à ceux qui doivent renégocier une hypothèque et qui sont menacés de saisie.

Tout ce qu'offre le gouvernement, ceux-là même qui ont tellement protesté contre les taux d'intérêt en décembre, c'est une aide minime aux propriétaires de maison qui sont littéralement acculés; il n'offre cependant rien du tout aux Canadiens qui ont déjà des charges hypothécaires trop fortes avant d'avoir renouvelé leur hypothèque. Il n'offre rien aux Canadiens qui ont dû récemment renouveler leur hypothèque à des taux anormaux ni aux milliers de Canadiens qui veulent acheter leur première maison mais qui ne peuvent pas se permettre une telle dépense à cause des taux hypothécaires actuels; c'est là, mesdames, messieurs, l'attitude d'un gouvernement qui a créé et littéralement imposé aux Canadiens le programme d'aide pour l'accession à la propriété qui a causé des problèmes à tellement de Canadiens et qui est probable-

ment le programme de logement le plus mal conçu et le moins bien administré qui ait été imposé à ce pays.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Voilà, madame le Président, ce que ce gouvernement, qui se prétend si soucieux de justice, tend comme main secourable aux propriétaires de maison. Il tempête contre l'injustice pour ensuite l'imposer aux Canadiens.

Que prévoit-il pour le cultivateur et la petite entreprise? Encore là, notre gouvernement avait présenté un budget prévoyant une mesure d'aide concrète pour ces Canadiens; une obligation de développement de la petite entreprise aurait permis aux petits entrepreneurs et aux cultivateurs d'emprunter jusqu'à \$500,000 à des taux d'environ la moitié inférieurs aux taux courants. Mais les libéraux et les membres de la coalition—ces deux partis—ont rejeté cette mesure aussi. Qu'est-ce que le gouvernement actuel nous offre en échange? Comme toujours, de faire plafonner les emprunts à un niveau plus élevé, aux termes de la loi sur les prêts aux petites entreprises et de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, proposition qui n'offre aux cultivateurs et aux petits hommes d'affaires à peu près rien comme aide là où ils en ont besoin et pour faire face au coût anormalement élevé de l'argent.

Permettez-moi, madame le Président, un dernier mot au sujet de la politique économique. Comme on avait déjà pu le constater pendant la campagne électorale, le premier ministre (M. Trudeau), a dans son discours d'hier, tenté de réconcilier des positions contradictoires sur le déficit budgétaire. Le gouvernement se dit déterminé à réduire le déficit mais—ce «mais» revient toujours—pas au point d'être prêt à sacrifier les nouveaux programmes de dépenses et les nouveaux organismes gouvernementaux qu'il projette de créer. C'est la rengaine familière des libéraux. En fait, c'est ce que le gouvernement libéral nous chante dans tous ses budgets depuis onze ans qu'il mène notre pays à la ruine.

Voici ce que j'ai à dire aux députés d'en face: le Canada ne peut plus se permettre ce genre d'inconséquence. On ne réduira pas l'inflation—ce qui devrait pourtant être le premier objectif—à moins de chercher à équilibrer les finances du gouvernement et à réduire les ponctions excessives que le Trésor fédéral fait dans les ressources financières du pays.

J'invite le ministre des Finances (M. MacEachen) à prendre note des paroles de son principal conseiller, le gouverneur de la Banque du Canada qui, dans son rapport annuel, déclare ceci:

Mais si ces importants déficits budgétaires persistent lorsque l'économie ne peut guère accroître sa production, ils ont pour effet de décourager les investissements. Si l'on veut réduire au Canada le déficit de la balance courante et par conséquent le recours à l'épargne d'origine étrangère, on doit se préoccuper du rythme auquel le déficit budgétaire des divers paliers de gouvernement absorbe l'épargne intérieure.

Peut-être est-ce justement à cause de ces conseils que le ministre des Finances refuse si énergiquement de permettre au Parlement canadien de demander l'avis du gouverneur de la Banque du Canada.

[Français]

Madame le Président, au sujet des questions énergétiques, ils ne démontrent aucun sens d'urgence dans la politique énergétique du gouvernement. C'est comme s'il n'avait aucune idée de la précarité de la position actuelle du Canada, alors que nous dépendons tellement du pétrole étranger... de ce pétrole dont l'approvisionnement et le prix dépassent tout